

Agir maintenant sur le pouvoir d'achat !

L'UNSA mobilisée



Face aux faibles rémunérations dans de nombreux secteurs d'activité et au regard des tensions inflationnistes actuelles, l'UNSA plaide pour des mesures fortes afin d'améliorer le pouvoir d'achat des actifs et des retraités.

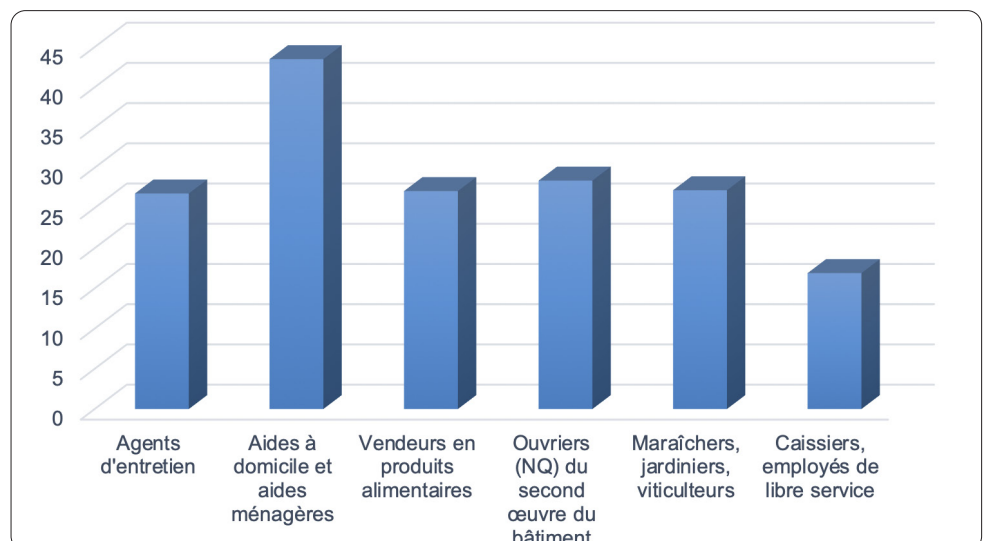
Une inflation croissante

Les différents organismes de prévisions le montrent, l'inflation s'est accélérée depuis l'été 2021 et elle restera élevée en 2022, aggravée par les tensions géopolitiques actuelles. Selon la Commission européenne, en France, l'inflation a été de 2,1% en 2021 et elle pourrait atteindre plus de 4% en 2022 selon la Banque de France.

Les poussées inflationnistes se situent principalement dans le secteur énergétique, mais elles commencent aussi à se répercuter sur les biens manufacturés et les produits alimentaires.

De surcroît, la crise Covid a davantage révélé les faibles rémunérations de nombreux travailleurs, en particulier ceux de « deuxième ligne ». Par exemple, 36% de ceux-ci sont au salaire minimum dans la branche de l'hôtellerie-restauration. Aussi, malgré l'avancée des négociations sur les grilles salariales dans certaines branches professionnelles, un nombre encore trop important dispose de minima de branche inférieur au SMIC. Cela n'est pas acceptable !

Part des bas salaires dans différents types de métiers (en %)



Source : Erhel, 2021 d'après CEET, Dares, 2021

Note : Les bas salaires correspondent ici aux salaires inférieurs à 2/3 de la médiane du secteur privé, soit 1 293 euros.

Augmenter tous les salaires

Pour l'UNSA, les différentes mesures prises ces dernières années, comme les primes exceptionnelles ou les baisses de cotisations sociales, ne sont pas suffisantes. Il faut également rappeler que le dernier coup de pouce au SMIC date de 2012 et que le point d'indice de la fonction publique n'a pas évolué depuis 2017.

Salaires nets mensuels dans la fonction publique selon le statut en 2019 (en euros, en EQTP mensualisés)

	Salaire médian	1 ^{er} décile (D1)	1 ^{er} quartile (Q1)
Fonctionnaires	2 158	1 578	1 796
Dont catégorie A	2 693	1 983	2 265
Dont catégorie B	2 413	1 879	2 105
Dont catégorie C	1 794	1 484	1 612
Contractuels	1 575	1 251	1 375

Source : ministère de la Transformation et de la Fonction publiques, 2021

Lecture : En 2019, 25% des contractuels de la fonction publique gagnent moins de 1 375 euros par mois (Q1).

De nombreux actifs et retraités vivent avec des revenus trop bas. Aussi, comme le démontrait récemment un rapport de France stratégie, les dépenses contraintes des ménages (ou pré-engagées) ont fortement augmenté depuis le début des années 2000. Elles sont passées de 27% à 32% des dépenses entre 2001 et 2017 et de 31% à 41% pour les ménages les plus pauvres.

Distribution des salaires mensuels nets en EQTP (2019)

Décile	D1	D2	D3	D4	D5 (médiane)	D6	D7	D8	D9
Salaire mensuel net (en euros)	1 319	1 469	1 606	1 759	1 940	2 165	2 468	2 929	3 844

Source : INSEE, 2021

Lecture : En 2019, 10 % des salariés du privé et des entreprises publiques perçoivent un salaire mensuel net en EQTP inférieur à 1 319 euros (D1).

La reprise économique et l'inflation soutenue font que le temps est venu de faire des gestes forts en faveur du pouvoir d'achat. Par ailleurs, la primaire sociale organisée par l'UNSA a montré que l'attente pour des augmentations de salaires était importante.

L'UNSA revendique notamment

- la revalorisation du SMIC au-delà de l'inflation ;
- le dégel du point d'indice de la fonction publique ;
- d'imposer une ouverture de négociation dans les branches lorsque les minima conventionnels restent inférieurs au SMIC ;
- l'augmentation de tous les salaires et pensions.